L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS JEUDI MATIN, 3 DECEMBRE 1874. 43me Année.

DUFOUR de LISLET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS
JEUDI MATIN, 3 DECEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par J. B. Walton, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, grande vente importante et sans limite de propriétés de grand port, dans l'affaire de Mme Grimes contre la ville de la Nouvelle-Orléans.

Par Hofman, Marks & Co., au No 85, de la rue du Canal, vente continuée de gages forfaits.

Par A. Girard, rue Bourbon, Nos 12 et 14, objets de fantaisie.

Par D. E. Morphy, aux Nos. 106 et 108 rue des Magasins, jouets.

Par Hofman, Marks & Co., au No. 34 de la rue de Chartres : habillements, chapeaux, lingerie, malles : au No. 85 de la rue du Canal, diamants, bijoux, argenterie.

Par O. Valeton, au "Bonded Warehouse," No. 4 de la rue Vieille Levée — bouteilles blanches à liqueurs.

Par D. E. Morphy, en face des magasins Nos 104 et 110 de la rue des Magasins : blanc de cornue, fût en barres, en plaques et en bandes.

Par Per Voy : l'annonce d'encan de M. D. E. Morphy.

Blanc de plomb. — Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy.

SPECTACLES.

Jeudi 3 déc. 1874.

OLYMPIA. Les Noces de Jeannette, le Chalet et Evelina, ballet. Le soir, Guillaume Tell.

VARIETES. Gladiator, avec M. J. McCullough.

AMPHION. — Humpty Dumpty, avec Eva Fay.

FRANCAIS. — Falstaff, avec Rob DeBar.

Le premier Message du maire Leeds.

Nous avons déjà exprimé notre opinion sur la valeur du discours inaugural ou plutôt du premier message du maire Leeds. Mais nous l'avons fait bâtivement, en quelques lignes, et cela ne suffit pas.

Un document pareil mérite une appréciation particulière, et nous dirons tout d'abord que nous avons eu rarement l'occasion de remplir cette tâche avec autant de plaisir qu'aujourd'hui. En fait d'économie, M. Leeds appartient à la vieille école à celle des honnêtes gens, et il appartient à la nouvelle par la hardiesse de ses vues, avec cette différence qu'il est hardi pour le bien tandis que tant d'autres ne sont hardis que pour le mal. Comme candidat M. Leeds nous inspirait toute confiance et maintenant, comme élu et comme maire, il nous inspire une confiance égale ; ce qui veut dire que toutes ses idées sont bien arrêtées dans son esprit, qu'il a réfléchi mûrement sur les matières qu'il traite, et, ce qui est plus beau encore, qu'il est homme à tenir toutes ses promesses. A franchement parler, nous avions besoin d'un homme de cette force morale et de cet administration à la tête de laquelle il se trouve ne proclint pas tout le bien qu'on attend et qu'on a le droit d'attendre, ce ne sera pas sa faute.

Le message du maire Leeds est complet, bien qu'il ne soit pas fort long, et là a le suprême mérite de dire beaucoup de choses en peu de lignes. L'ordre dans le quel apparaissent les divers sujets qu'il passe en revue en indique la droiture et le caractère. Ses premiers mots sont pour les intérêts qui souffrent ; ses premiers mots sont pour le soulagement de ces intérêts. Propriété, industrie, commerce, travail, tout cela a été mal gouverné et opprimé, ce qui fait que tout cela est paralysé et que toutes les classes des citoyens s'affaissent sous le poids de la dette publique.

L'intérêt de cette dette et les dépenses courantes du gouvernement sont plus que le peuple ne peut payer, et la taxe équivaut à la confiscation des biens fonciers. Il faut donc que les charges soient réduites aux taux le plus bas possible pour sauver la ville d'une ruine imminente et lui rendre son ancienne prospérité.

Telle est l'idée mère du message de M. Leeds et cette idée étant pour lui une affaire de conviction profonde, il ne l'abandonne plus : il s'en sert comme d'une boussole pour la composition de son programme, le plus réformateur, le plus logique et le plus droit qu'on put concevoir en ce moment pour le maniement et la gestion des affaires municipales.

M. Leeds l'exprime qu'il y a des lois qui empêchent de réaliser toutes les idées du juge dont il parle et qui est un si grand bonheur pour nous, mais il ne se soumet pas à ces lois et il a le courage de mentionner celles dont le Conseil doit demander le rappel à la Législature et sans le rappel desquelles on ne pourrait opérer que des améliorations minimes. Un tiers de la taxe actuelle est, en effet, employé à soutenir ou à payer des abus, des contrats frauduleux, ou des extravagances administratives ; un autre tiers est employé à payer l'intérêt de dettes illégitimes, et le dernier tiers seulement est dévolu au gouvernement ou au bien de la cité. La raison ne difficile pas de supprimer le premier tiers de la seconde et de se contenter du dernier qui serait pleinement suffisant pour les nécessités de la situation, s'il était judicieusement dépensé ?

Il ne faut pas en effet plus de $1,500,000 pour servir l'intérêt des dettes légitimes et subvenir à tous les frais d'entretien et d'administration de la cité.

Tout en ayant confiance dans la Législature, M. Leeds n'en entend pas moins de faire immédiatement tout ce qu'on peut faire sans elle. Ainsi, il est établi, sans conteste, que les taxes ne se reconvrent pas parce que les revenus manquent, et que la propriété est devenue invendable parce qu'elle est outrageusement surtaxée. M. Leeds conseille donc une mesure indiquée ou plutôt commandée depuis longtemps par la raison et la justice, la réforme de l'assessement. Chaque propriété ne doit être évaluée que suivant le prix qu'elle peut rapporter aux enchères publiques. C'est là le vrai criterium de la fortune foncière du citoyen, c'est le criterium sur lequel l'assessement doit être basé. Par la réforme de l'assessment on peut arriver à une réforme générale, et la réduction de l'assessement est chose possible, car il n'existe point de loi qui oblige à estimer, même pour l'impôt, les propriétés plus qu'elles ne valent. C'est ce que M. Bonzano n'a pas compris ou voulu comprendre, et ce que M. Sturcken n'a pas compris ou voulu comprendre mieux.

M. Leeds rétablit un principe excellent d'administration sous la charte actuelle. Il est bien vrai que chaque administrateur de ville est chef de bureau, mais chaque administrateur est aussi, tout conseiller municipal et, comme conseiller, il a sa part d'influence même dans les matières qui ne concernent pas son propre département. Ainsi le conseil étant d'avis que l'assessement doit être réduit, il faut que l'administrateur de ce département y consente. Nous ne disons pas cela pour faire une opposition antipathique à la politique de M. Bonny dont nous ne connaissons pas encore les intentions, mais nous disons cela uniquement pour faire sentir la nécessité d'une réforme qui nous rendrait indépendants même d'une mauvaise législature. C'est à cette indépendance qu'avec une raison supérieure vise M. Leeds et en cela nous le soutiendrons de toutes nos forces.

Notre nouveau maire a parfaitement compris, en outre, que le parti démocrate est intéressé à la réforme et que si la nouvelle administration ne fait pas aux contribuables un soulagement immédiat comme gage de sa sincérité, de son respect de la moralité et de patriotisme, c'en est fait du parti démocrate. Il descendra aussi bas que le parti radical dans l'opinion publique et rien ensuite ne pourra le relever.

Ce que dit M. Leeds au sujet de la dette et du fardeau si lourd qu'elle fait peser sur nous est admirable. On ne saurait être plus conciliateur et plus ferme tout à la fois. Il est certainement de l'intérêt du citoyen et du créancier public de s'entendre afin d'alléger cet intolérable fardeau. Si on ne s'entend pas, on si d'un côté on veut continuer à avoir tout quand de l'autre côté on a déjà donné plus qu'on ne devait et qu'on ne pouvait, tant pis pour les Hiéophantes du courtage et de l'agiotage ils courront grand risque de n'avoir rien. Mais alors, malheureusement, les créanciers honnêtes souffriront comme les autres et davantage, car ils ont payé très cher leurs titres comparativement aux autres titres, le plus souvent achetés au rabais et à vil prix. Il est de l'intérêt de ces créanciers honnêtes de faire cause commune avec la réforme, quand ce ne serait que pour sauver les valeurs de leur portefeuille municipal.

Nous ne pouvons suivre en détail tout le message qui, comme nous le disons plus haut, contient une foule de choses et d'excellentes choses en peu de mots ; mais nous dirons qu'il n'oublie rien, pas plus ce qu'il faut faire que ce qu'il faut détruire, et qu'il parle de tout avec le même bon sens et la même supériorité. Ainsi, taxes de licence, droits de tonnage et de quaiage, abonnement aux eaux de la ville, places, sinécures, économies bureaucratiques, tout cela figure dans le message, de manière à faire voir que toutes ces diverses matières sont connues à fond par l'auteur du message et qu'il les possède comme s'il eut été attaché depuis longtemps à l'administration municipale.

M. Leeds s'explique sur tout cela en homme d'expérience, absolument comme s'il eut été trois ou quatre fois maire de la ville et, dans sa manière d'envisager ces diverses questions, nous reconnaissons sans cesse le même esprit de rationalité et de justice.

C'est pour cela que nous regrettons vivement qu'au moment même où M. Leeds insistait sur la nécessité d'opérer de larges réductions sur les taxes et l'assessement, un comité de trois membres ait été nommé pour préparer une adresse aux contribuables de la ville afin de les engager à payer promptement leurs taxes. Nous regrettons surtout que ce comité leur dise que les pouvoirs et les ressources du créancier pour forcer le recouvrement des taxes sont plus grands que la puissance du débiteur pour résister. Quand même cela serait vrai, il ne fallait pas le dire et le dire en ce moment. L'adresse, venant immédiatement après le message, a l'air d'être un acte d'opposition aux excellentes, aux patriotiques, aux judicieuses choses que le message contient, apparence du reste mensongère, car nous sommes convaincu que cette intention n'était pas celle des membres du Conseil qui ont voté pour cette adresse intempestive, ou en tout cas trop hâtive.

ARRESTATION DU JUGE W. B. PHILLIPS. — Nous avons raconté, il y a quelques jours, les exploits des radicaux dans la paroisse Grant, l'incendie de la maison de Radetzki, le meurtre de Nodom Walters, et le rôle joué dans cette affaire par le juge radical de paroisse, W. B. Phillips. Un habitant de la paroisse, M. J. V. Marye, a suivi la cause Phillips qui est accusé de complicité dans le meurtre de Walters, et il l'a fait arrêter dans la maison d'Etat. Nous espérons qu'on éclaircira cette affaire, car Walters était arrêté et sous la garde des soldats des Etats-Unis lorsqu'il a disparu, et son cadavre a été retrouvé dans la rivière Rouge à 30 milles au-dessous de Colfax. Le corps portait les traces de plusieurs blessures.

LES ECORCHEURS DE NOMS.—Ce n'est pas seulement le câble transatlantique qui écorche les noms des personnages des deux continents en les transmettant d'un bord de l'Atlantique à l'autre. Dernièrement un journal de Boston transformait le nom de Moncure en Morenure ; dans son édition d'hier soir, le *Picayune* épèle le nom bien connu de Zacharie ainsi "Tzaceronie." Il y a quelques jours pu des écrivains du même journal parlant de l'enregistreur de la paroisse De Soto, Bean, avait écrit "this broker, Lon Dudley ;" il a été très enragé en lisant dans un journal "his brother in law Dudley." Au jour du jugement dernier, les compositeurs d'imprimerie auront de lourds comptes à rendre pour avoir ainsi écorché vifs tant de malheureux !

Magasins de chapeaux à très bon marché, de R. E. Lee, au coin des rues Canal et Bourbon et au coin des rues Royale et St. Louis.

OPERA.

Aujourd'hui, jeudi, Matinée à midi précise. On donnera les *Noces de Jeannette*, opéra comique en un acte de Victor Massé : le *Chalet*, opéra comique en un acte d'Adolphe Adam, et *Evelina*, le joli ballet qui a eu un si grand succès dès la première apparition.

Les portes seront ouvertes pour la Matinée à onze heures.

Prix des places, 75 cents. Prix des places aux troisièmes, 25 cents.

Ce soir, seconde représentation de *Guillaume Tell*.

Samedi, 5, Matinée à midi.

THEATRE DES VARIETES. — M. McCullough abordait hier soir un nouveau rôle, celui de Richelieu, et son succès n'a pas été de moins bon aloi que dans ceux de Macbeth, d'Othello, Virginius et de Spartacus. Le grand tragédien prend son bénéfice demain soir, et le programme nous annonce pour cette solennité *King Lear*, de Shakespeare. Tous les admirateurs de M. McCullough seront présents.

ACADEMIE DE MUSIQUE. — Humpty Dumpty fait merveille à l'Académie de Musique. L'excellent trésorier se frotte les mains et salue son public avec une affabilité charmante. Le directeur n'est pas moins amiable et lorgne tous les soirs la salle à travers le rideau avec une satisfaction qu'il n'essaie pas de cacher. D'une autre part, les artistes de M. Fox voyant la foule s'entasser à l'Académie, rire à gorge déployée et battre vigoureusement des mains à leurs pantalonnades, se sentent parfaitement heureux et trouvent que tout est pour le mieux à l'Académie de Musique. L'étoile de M. Bidwell n'est pas près de pâlir.

THEATRE ST. CHARLES.—On s'est porté hier soir avec un empressement marqué au théâtre St. Charles pour voir M. Ben Dollar dans les deux rôles amusants de "Toby Twinkle" et de "Toodles." Il a été, comme de coutume, étourdissant de verve comique. M. Dollar prend son bénéfice demain soir. Les pièces jouées hier le seront de nouveau aujourd'hui.

PASTIME SOCIAL CLUB.—Ce club donne un grand bal paré et masqué, samedi soir, 5 décembre, dans la salle Grunewald. Nous remercions les commissaires de la gracieuse invitation qu'ils nous ont adressée.

Chapeaux de fourrure et de soie à $5 au magasin de R. E. Lee, au coin des rues Canal et Bourbon et au coin des rues Royale et St. Louis.

La Loterie de la Louisiane
A numéros simples
Se tire samedi, 5 décembre.
La Loterie de la Louisiane
A numéros simples,
Se tire samedi, 5 décembre.
La Loterie de la Louisiane
A numéros simples,
Se tire samedi, 5 décembre.
Achetez vite votre billet.

LE CHEMIN DE LA SANTÉ.—Nettoyez l'estomac, les boyaux et le sang de toutes les accumulations acres, corrompues et offensives qui produisent des dérangements organiques et vous détruisent la cause de la plupart des maladies qui affligent la famille humaine, et vous échapperez à des comptes terribles de douleurs. Le remède le plus effectif et le plus sûr pour atteindre ce but est d'aller des "Pleasant Purgative Pills du Dr. Pierce." On les met pas dans des boites de bois on des garde fraiche et saines dans des flioles. Ceux qui font bonne chère, qui se livrent au farniente et au plaisir, et ceux qui ont des habitudes sédentaires, peuvent prévenir les cloux, les carbouqles, la goutte, les rougeurs de la peau, les éruptions, les boutons, la constipation, les hémorroïdes, les impuretés, les attaques de bile et d'autres maladies causées par cette manière de vivre, en prenant de quatre à six pellets du Dr. Pierce une fois la semaine, ou, mieux encore un ou deux chaque nuit ; ils sont vendus par tous les droguistes.

LE CRESCENT CITY RELIEF ASSOCIATION.

Les tableaux vivants à l'Opéra.

M. Placide Canonge, le directeur-propriétaire de l'Opéra, ayant généreusement offert l'usage de sa salle devenue la Cour du Siège à celui et il été accordé. Il avait retardé en priant de possession afin de ne pas compliquer la comptabilité. Le colonel Fatton a reçu ses pouvoirs et a remercié le juge Abell de sa bienveillance à son égard.

Le capitaine Tobie reste premier député du shérif criminel, M. B. Oppenheimer a été nommé comme huissier de la Cour. Les députés suivants ont été assermentés : Joseph Palmer et J. A. Bailey. Le capitaine Prémeaux a remis la garde de la grille de paroisse à M. Baker Pegram qui le remplace.

Cour Supérieure Criminelle.

Cette Cour, par suite de la maladie de juge Atocha, ne pourra être ouverte que lundi prochain. Un nouveau jury sera assermenté pour le mois de décembre.

Réunion du comité central d'Etat.

La séance régulière du comité central d'Etat démocratique doit avoir lieu aujourd'hui à midi. Les membres sont invités à être ponctuels, attendu que des affaires importantes seront soumises au comité.

Bureau des Retours.

Le Bureau des Retours n'est réuni hier dans les environs de midi.

Une délégation de la Grande Commanderie de la Louisiane a été présentée au Bureau par J. Morris Chester. Les délégation comprenait plusieurs dignitaires et était accompagnée de quelques dames.

M. Wells ayant expliqué aux visiteurs la nature des travaux du Bureau, l'un d'eux a dit : "Monsieur du Bureau, vous avez un travail ling et aussi devant vous et nous espérons que lorsqu'il sera achevé, il donnera satisfaction à tous et rétablira la paix et la tranquillité dans votre bel Etat."

Le gouverneur Wells, président du Bureau, n'a pas pris l'insinuation ou le conseil en mauvaise part et a répondu que le Bureau faisait tout son possible pour arriver au résultat indiqué et que bien qu'il se prît que ses décisions mécontentent quelques personnes, le Bureau ferait tout ce qui serait juste et légal. Après quoi, la délégation s'est retirée.

Le bureau ayant repris sa séance a décidé que toutes les preuves dans l'affaire de la paroisse Carroll devraient être soumises pour samedi prochain ; les mémoires sur l'affaire devront être remis lundi.

Le bureau a repris les opérations du dépouillement. Les rapports de la paroisse Grant indiquent que Monoure a reçu 3235 votes et Dunbar 3 375, mais les conservateurs ont élu leur représentant Dunn qui a obtenu 3.5 voix contre 335 données à Ward. Phillips, radical, a eu la majorité pour la place de juge de paroisse, mais il est arrêté comme complice d'un meurtre.

La séance levée à 3 heures a recommencé à six heures et à huit heures et demie les membres du bureau ayant achevé le dépouillement de la paroisse Grant et faisant le décompte des votes, ont annoncé aujourd'hui à onze heures. S'ils continuent à raison d'une paroisse par jour, ils auront fini à Pâques ou à la Trinité.

Les Templiers

Nous ne pouvons rendre compte en détail du toutes les cérémonies et réceptions qui ont eu lieu hier, soit à bord du Great Republic où il y a eu déjeuner, soit à bord du Thompson Dean, où est le quartier-général de la grande commanderie de l'Illinois, soit dans les différentes salles où il y a eu également des réceptions hier soir : A la salle Grunewald, à la salle de l'Exposition, et à la salle des Odd-Fellows.

Le temps magnifique que nous avons depuis deux jours, a favorisé les Templiers et il doit leur donner une excellente idée de la douceur du climat de la Louisiane.

L'ordonnance sur les licences.

Nous publierons demain la liste des licences municipales pour 1875. Elle est la même que celle de 1874 aux exceptions suivantes près.

Prêteurs sur gages $750 au lieu de $500 ; compagnies d'assurances sur la vie $500 au lieu de $250 ; journaux quotidiens $50 au lieu de $100 ; musée $250 au lieu de $500 ; cocks-pits $250 au lieu de $150. La maison de prostitution où l'on vend du vin $250 au lieu de $100 ; sciries, fabriques de planches et de persiennes $50 au lieu de $100 ; remorqueurs $50 au lieu de $25 ; compagnies sanitaires et d'engrais $50 au lieu de $25. Il ne sera plus émis de licences de trois mois après le 1er octobre.

Procès contre l'Opéra.

Nous croyions en avoir fini avec les procès basés sur l'absurde législation dite des droits civils, mais il paraît que non. Il y a encore des gens qui croient avoir le droit d'aller aux théâtres établis contre la volonté des propriétaires, en dépit de la vieille maxime "charbonnier est maître chez soi." Le nombre sont MM. Aristide Mary et Bloch, qui ont été "jurés municipal. Ces messieurs ont intenté des procès en dommages et intérêts à M. Canonge, directeur de l'Opéra, parce qu'on aurait refusé de les admettre à ce théâtre à moins de leur race ou de leur couleur. L'un demande $500, l'autre $450 de dommages. Ces procès sont un reste de la victoire de M. Beroded. Farbon en se présentera un Lavavesseur. Il aura moins de voix qu'un Rousselle ou un Madier Montjau.

Vous nous menacez de la dissolution, vous la considérez comme une calamité, vous avez raison. Les élections générales qui en seraient la conséquence auraient un résultat également funeste à tous les hommes des partis modérés, nous y comprenons nos amis les Républicains de la nuance conservateurs ne sauveront personne ; c'est qu'à part quelques individualités illustres, il n'y a pas en France de républicains conservateurs ; on y rencontre bien des conservateurs, mais ils ne sont pas républicains ; on y voit bien des républicains, mais ils sont rarement conservateurs.

Entre droit et centre gauche constituent aux yeux de la masse des électeurs de si légères nuances que les vôtres leur à un sort égal devant l'arme d'un sorcelin général.

Vous nous accusez d'impuissance à faire la monarchie avec le concours de l'extrême droite. Nous vous défions de faire une République acceptée par la gauche.

Quant à la République que vous voudriez fonder avec notre concours, elle ne serait pas viable ; si elle était démocratique, elle alarmerait promptement les intérêts ; si elle était patricienne, elle deviendrait bien vite suspecte aux instincts et aux sentiments démocratiques de notre époque et de notre pays.

La république n'appartient ni à vous, ni à nous, elle appartient aux radicaux.

Ne faisons pas d'illusions, mon cher collègue, soyons résolument sincères, et avouons ensemble qu'il est également impossible de faire sortir de la Chambre à laquelle nous appartenons une "solution monarchique actuelle" ou une "république gouvernementale acceptée."

Ne perdons pas notre temps à nous occuper de théories et de rêves qui ne sont pas du domaine d'hommes politiques pratiques.

En face des périls qui nous menacent, nous devons nous borner à rechercher les solutions possibles avec les éléments dont nous disposons.

Une seule chose est possible et pratique. A'nous le patriotisme de la vaincu.

Mettons-nous ensemble à l'œuvre pour l'organisation des pouvoirs de maréchal de Mac-Mahon.

A. Ecouves, etc.

L. DE JOUVENEL,
député de la Corrèze.

M. le baron de Jouvenel nous permettra-t-il de lui dire franchement l'impression que nous laisse la lecture de sa lettre ?

Nous y sentons bien plutôt l'inexactitude du vendredi de la République, que la conviction à l'endroit de la Monarchie.

—C'est bien, dit un journal de Paris du 21 novembre, qu'a ce bien le mariage religieux de M. William Waddington, député de l'Aisne, avec miss Mary King. Le cérémonie a été célébrée dans la chapelle protestantiqe de la rue de Provence, en présence du comte de Ségur et de plusieurs députés, parmi lesquels on remarquait MM. Henri Martin, Schérer et de Pressensé. La colonie américaine figurait dans le temple au grand complet. La mariée est, en effet, la sœur de l'ancien ministre américain à Rome.

Un billet de la loterie de la Louisiane
Ne coûte que $10 ;
Le demi-billet coûte $5,
Le quart du billet $2 50,
Le huitième du billet $1 25.
Un billet de la loterie de la Louisiane
Ne coûte que $10 ;
Le demi-billet coûte $5 ;
Le quart du billet $2 50,
Le huitième du billet $1 25.

UNE RÉPONSE A M. DE LABOULAYE

Nous lisons dans la *France* :

Nos lecteurs connaissent la lettre que M. Ed. Laboulaye a adressée au *Journal des Débats* pour exposer le minimum des exigences du centre gauche et les motifs qui militaient, selon lui, en faveur de l'établissement de la République.

M. le baron de Jouvenel, membre du centre droit, communique au *Figaro* une lettre qu'il vient d'écrire en réponse à celle de M. Laboulaye.

L'honorable député de la Corrèze commence par énumérer les provinces que la royauté a successivement ajoutées au territoire de la France, depuis Philippe-Auguste, à qui on doit la Normandie et la Touraine, jusqu'à Charles X, à qui on doit l'Algérie.

Il poursuit en ces termes :

La monarchie ne nous a pas seulement légué les territoires, nous lui devons nos institutions communales, nos parlements, nos libertés publiques. Elle a depris longtemps abaissé les barrières qui nous raient pu entraver l'essor de progrès, contrarier l'essor de la démocratie.

Le règne de Louis-Philippe lui-même ne peut pas rappeler à l'esprit de MM. Thiers, de Montalivet, de Rémusat, Casimir Périer une époque de tyrannie bien exécrée.

Soyez donc plus indulgent pour les députés animés du désir de voir leur pays restendre au régime qui fit sa grandeur, sa gloire, et qui s'allie merveilleusement avec toutes les aspirations légitimes de la démocratie.

Il faut bien du reste que vous sachiez en convenir tout haut, comme vous en convenez tout bas, que la monarchie libérale et parlementaire que nous désirons ressemble plus à la République que vous ne croyez, que votre idéal de République ne ressemble au gouvernement désiré par la majorité de ceux qui votent avec vous.

Vous n'avez pas oublié ce qui arrive à votre République quand elle interroge l'opinion publique par l'organe de l'une de ses personnalités les plus honorables et les plus hautes. Vous vous souvenez de la défaite de M. le comte de Rémusat et de la victoire de M. Barodet. Farbon on se présentera un Lavavesseur. Il aura moins de voix qu'un Rousselle ou un Madier Montjau.

Vous nous menacez de la dissolution, vous la considérez comme une calamité, vous avez raison. Les élections générales qui en seraient la conséquence auraient un résultat également funeste à tous les hommes des partis modérés, nous y comprenons nos amis les Républicains de la nuance conservateurs ne sauveront personne ; c'est qu'à part quelques individualités illustres, il n'y a pas en France de républicains conservateurs ; on y rencontre bien des conservateurs, mais ils ne sont pas républicains ; on y voit bien des républicains, mais ils sont rarement conservateurs.

Entre droit et centre gauche constituent aux yeux de la masse des électeurs de si légères nuances que les vôtres leur à un sort égal devant l'arme d'un sorcelin général.

Vous nous accusez d'impuissance à faire la monarchie avec le concours de l'extrême droite. Nous vous défions de faire une République acceptée par la gauche.

Quant à la République que vous voudriez fonder avec notre concours, elle ne serait pas viable ; si elle était démocratique, elle alarmerait promptement les intérêts ; si elle était patricienne, elle deviendrait bien vite suspecte aux instincts et aux sentiments démocratiques de notre époque et de notre pays.

La république n'appartient ni à vous, ni à nous, elle appartient aux radicaux.

Ne faisons pas d'illusions, mon cher collègue, soyons résolument sincères, et avouons ensemble qu'il est également impossible de faire sortir de la Chambre à laquelle nous appartenons une "solution monarchique actuelle" ou une "république gouvernementale acceptée."

Ne perdons pas notre temps à nous occuper de théories et de rêves qui ne sont pas du domaine d'hommes politiques pratiques.

En face des périls qui nous menacent, nous devons nous borner à rechercher les solutions possibles avec les éléments dont nous disposons.

Une seule chose est possible et pratique. A'nous le patriotisme de la vaincu.

Mettons-nous ensemble à l'œuvre pour l'organisation des pouvoirs de Mac-Mahon.

A. Ecouves, etc.

L. DE JOUVENEL,
député de la Corrèze.

M. le baron de Jouvenel nous permettra-t-il de lui dire franchement l'impression que nous laisse la lecture de sa lettre ?

Nous y sentons bien plutôt l'inexactitude du vendredi de la République, que la conviction à l'endroit de la Monarchie.

—C'est bien, dit un journal de Paris du 21 novembre, qu'a ce bien le mariage religieux de M. William Waddington, député de l'Aisne, avec miss Mary King. Le cérémonie a été célébrée dans la chapelle protestantiqe de la rue de Provence, en présence du comte de Ségur et de plusieurs députés, parmi lesquels on remarquait MM. Henri Martin, Schérer et de Pressensé. La colonie américaine figurait dans le temple au grand complet. La mariée est, en effet, la sœur de l'ancien ministre américain à Rome.

Un pickpocket interrogé.

Un pickpocket bien connu de la police, nommé Félix Mercier, a été arrêté comme un homme dangereux par les officiers du service secret Ruis et Pecora. Il avait été arrêté dernièrement pour avoir volé dévaliser rue Bourbon l'officier Sherman qui le voyant venir avait feint d'être ivre, mais il paraît qu'il avait reconnu sa lisette. Il a convoqué tous ses prônes, d'ailleurs.

Une femme qui en fesse par la fenêtre.

Il ne s'agit pas de vaudeville de ce nom, dans lequel une jeune mariée ne s'jette par la fenêtre mais on ayant soin de tomber sur un tas de fumier et que le mari ne veut recevoir qu'à la condition qu'elle prendra le domicile conjugal par le même chemin. Mme Johnson Toole s'est jetée, mardi dernier, par la fenêtre du premier étage de sa maison, mais ses lits de tomber mollement sur un tas de fumier elle est tombée sur le trottoir de la rue et s'est cassé la jambe droite. Elle prétend qu'elle a fait cette sottise involontairement, en voulant échapper à la fureur de son mari Patrick Toole qui l'avait déjà blessée à la tête avec un revolver à coudre les balles de coton. Toole prétend au contraire, que ce moitié au lieu d'employer une pistre et demie qu'il lui avait donnée à faire à dîner n'était enivrée, et que sur une simple menace de sa part elle s'est lancée par la fenêtre. Dénouement : la femme à l'hôpital et le mari en prison. Coupable au premier chef, le whiskey.

Vagabonds et Voleurs.

Bien que la police fasse beaucoup d'arrestations, la ville est encore infestée de voleurs et de vagabonds et chacun sera bien d'aller sur ses gardes. Il faut tenir les logis clos et exercer une stricte surveillance et prendre garde que les monnaies, les chaînes et les porte-monnaies ne s'envolent à la suite de étrangers suspects.

Il ne faut pas jouer avec la poudre.

Deux jeunes garçons de quatorze ans s'amusaient sur l'herbe, rue Félicité, au-dessous de la rue des Remparts, avec de la poudre, ont causé une explosion qui les a blessés d'une façon dangereuse. L'un d'eux perdra un œil. Ils ont été reconduits chez leurs parents par des femmes de couleur.

TEMPERATURE.—9 déc. 1874.

Thermomètre de C. DUSSARD, opticien

	Fahrenheit.	Centigrade
6 A. M.	54	12
12 M.	68	20
3 P. M.	75	23
6 P. M.	68	20

Les magasins de chapeaux de R. E. Lee sont ceux où on trouvent les chapeaux les plus fashionables et les moins chers de la ville.

Un billet de la loterie de la Louisiane
Ne coûte que $10 ;
Le demi-billet coûte $5,
Le quart du billet $2 50,
Le huitième du billet $1 25.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Shérif criminel.

Le capitaine William Fagan, élu shérif criminel, a présenté sa commission le mardi 1er décembre devant la Cour du Siège à laquelle il a été assermenté. Il avait retardé en prise de possession afin de ne pas compliquer la comptabilité. Le colonel Fatton a reçu ses pouvoirs et a remercié le juge Abell de sa bienveillance à son égard.

Le capitaine Tobie reste premier député du shérif criminel, M. B. Oppenheimer a été nommé comme huissier de la Cour. Les députés suivants ont été assermentés : Joseph Palmer et J. A. Bailey. Le capitaine Prémeaux a remis la garde de la grille de paroisse à M. Baker Pegram qui le remplace.

Cour Supérieure Criminelle.

Cette Cour, par suite de la maladie de juge Atocha, ne pourra être ouverte que lundi prochain. Un nouveau jury sera assermenté pour le mois de décembre.

Réunion du comité central d'Etat.

La séance régulière du comité central d'Etat démocratique doit avoir lieu aujourd'hui à midi. Les membres sont invités à être ponctuels, attendu que des affaires importantes seront soumises au comité.

Bureau des Retours.

Le Bureau des Retours n'est réuni hier dans les environs de midi.

Une délégation de la Grande Commanderie de la Louisiane a été présentée au Bureau par J. Morris Chester. Les délégation comprenait plusieurs dignitaires et était accompagnée de quelques dames.

M. Wells ayant expliqué aux visiteurs la nature des travaux du Bureau, l'un d'eux a dit : "Monsieur du Bureau, vous avez un travail ling et aussi devant vous et nous espérons que lorsqu'il sera achevé, il donnera satisfaction à tous et rétablira la paix et la tranquillité dans votre bel Etat."

Le gouverneur Wells, président du Bureau, n'a pas pris l'insinuation ou le conseil en mauvaise part et a répondu que le Bureau faisait tout son possible pour arriver au résultat indiqué et que bien qu'il se prît que ses décisions mécontentent quelques personnes, le Bureau ferait tout ce qui serait juste et légal. Après quoi, la délégation s'est retirée.

Le bureau ayant repris sa séance a décidé que toutes les preuves dans l'affaire de la paroisse Carroll devraient être soumises pour samedi prochain ; les mémoires sur l'affaire devront être remis lundi.

Le bureau a repris les opérations du dépouillement. Les rapports de la paroisse Grant indiquent que Monoure a reçu 3235 votes et Dunbar 3 375, mais les conservateurs ont élu leur représentant Dunn qui a obtenu 3.5 voix contre 335 données à Ward. Phillips, radical, a eu la majorité pour la place de juge de paroisse, mais il est arrêté comme complice d'un meurtre.

La séance levée à 3 heures a recommencé à six heures et à huit heures et demie les membres du bureau ayant achevé le dépouillement de la paroisse Grant et faisant le décompte des votes, ont annoncé aujourd'hui à onze heures. S'ils continuent à raison d'une paroisse par jour, ils auront fini à Pâques ou à la Trinité.

Les Templiers

Nous ne pouvons rendre compte en détail du toutes les cérémonies et réceptions qui ont eu lieu hier, soit à bord du Great Republic où il y a eu déjeuner, soit à bord du Thompson Dean, où est le quartier-général de la grande commanderie de l'Illinois, soit dans les différentes salles où il y a eu également des réceptions hier soir : A la salle Grunewald, à la salle de l'Exposition, et à la salle des Odd-Fellows.

Le temps magnifique que nous avons depuis deux jours, a favorisé les Templiers et il doit leur donner une excellente idée de la douceur du climat de la Louisiane.

L'ordonnance sur les licences.

Nous publierons demain la liste des licences municipales pour 1875. Elle est la même que celle de 1874 aux exceptions suivantes près.

Prêteurs sur gages $750 au lieu de $500 ; compagnies d'assurances sur la vie $500 au lieu de $250 ; journaux quotidiens $50 au lieu de $100 ; musée $250 au lieu de $500 ; cocks-pits $250 au lieu de $150. La maison de prostitution où l'on vend du vin $250 au lieu de $100 ; sciries, fabriques de planches et de persiennes $50 au lieu de $100 ; remorqueurs $50 au lieu de $25 ; compagnies sanitaires et d'engrais $50 au lieu de $25. Il ne sera plus émis de licences de trois mois après le 1er octobre.

Procès contre l'Opéra.

Nous croyions en avoir fini avec les procès basés sur l'absurde législation dite des droits civils, mais il paraît que non. Il y a encore des gens qui croient avoir le droit d'aller aux théâtres établis contre la volonté des propriétaires, en dépit de la vieille maxime "charbonnier est maître chez soi." Le nombre sont MM. Aristide Mary et Bloch, qui ont été "jurés municipal. Ces messieurs ont intenté des procès en dommages et intérêts à M. Canonge, directeur de l'Opéra, parce qu'on aurait refusé de les admettre à ce théâtre à moins de leur race ou de leur couleur. L'un demande $500, l'autre $450 de dommages. Ces procès sont un reste de la victoire de M. Beroded. Farbon on se présentera un Lavavesseur. Il aura moins de voix qu'un Rousselle ou un Madier Montjau.

Vous nous menacez de la dissolution, vous la considérez comme une calamité, vous avez raison. Les élections générales qui en seraient la conséquence auraient un résultat également funeste à tous les hommes des partis modérés, nous y comprenons nos amis les Républicains de la nuance conservateurs ne sauveront personne ; c'est qu'à part quelques individualités illustres, il n'y a pas en France de républicains conservateurs ; on y rencontre bien des conservateurs, mais ils ne sont pas républicains ; on y voit bien des républicains, mais ils sont rarement conservateurs.

Entre droit et centre gauche constituent aux yeux de la masse des électeurs de si légères nuances que les vôtres leur à un sort égal devant l'arme d'un sorcelin général.

Vous nous accusez d'impuissance à faire la monarchie avec le concours de l'extrême droite. Nous vous défions de faire une République acceptée par la gauche.

Quant à la République que vous voudriez fonder avec notre concours, elle ne serait pas viable ; si elle était démocratique, elle alarmerait promptement les intérêts ; si elle était patricienne, elle deviendrait bien vite suspecte aux instincts et aux sentiments démocratiques de notre époque et de notre pays.

La république n'appartient ni à vous, ni à nous, elle appartient aux radicaux.

Ne faisons pas d'illusions, mon cher collègue, soyons résolument sincères, et avouons ensemble qu'il est également impossible de faire sortir de la Chambre à laquelle nous appartenons une "solution monarchique actuelle" ou une "république gouvernementale acceptée."

Ne perdons pas notre temps à nous occuper de théories et de rêves qui ne sont pas du domaine d'hommes politiques pratiques.

En face des périls qui nous menacent, nous devons nous borner à rechercher les solutions possibles avec les éléments dont nous disposons.

Une seule chose est possible et pratique. A'nous le patriotisme de la vaincu.

Mettons-nous ensemble à l'œuvre pour l'organisation des pouvoirs de Mac-Mahon.

A. Ecouves, etc.

L. DE JOUVENEL,
député de la Corrèze.

M. le baron de Jouvenel nous permettra-t-il de lui dire franchement l'impression que nous laisse la lecture de sa lettre ?

Nous y sentons bien plutôt l'inexactitude du vendredi de la République, que la conviction à l'endroit de la Monarchie.

—C'est bien,